

Budget fédéral : « Ils n'iront pas au bout »

Le fédéral doit trouver 2,4 milliards € d'ici 2017. Reporter l'équilibre, prévu pour 2018, est possible. Mais à court terme, selon les experts.

● **Caroline FIXELLES**

A lors qu'ils en avaient fait une volonté inébranlable, inscrite dans l'accord de gouvernement, plusieurs voix de la suédoise commencent à douter du bien-fondé d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2018.

En pleine discussion pour trouver 2,4 milliards € d'ici 2017, certains ministres du gouvernement ont remis cet objectif en cause cette semaine. Ils envisageraient même de le reporter, histoire de se donner un peu d'air et de ne pas grever la croissance économique.

Dernière intervention dans ce sens, celle de Kris Peeters, ministre de l'Emploi (CD&V), qui estime que l'équilibre en 2018 « ne va plus de soi ». « Je suis préoccupé par le risque que les économies pèsent sur la croissance et la création d'emploi », a-t-il dit, s'attirant les foudres du ministre des Finances N-VA, Johan Van Overtveldt, considérant pour sa part que l'équilibre reste le point de départ et que

des efforts sont encore possibles.

Mais reporter cet équilibre, est-ce réellement envisageable ? « Oui, à court terme, répond Bernard Jurion, professeur d'économie à l'Ulg. Mais plus vous reportez l'équilibre, plus vous augmentez votre dette – déjà très élevée en Belgique (106 % du PIB). Or, si c'est soutenable pour le moment, car les taux d'intérêt sont bas, que faire s'ils remontent ? On pourra toujours espérer une reprise économique... »

Le professeur émet une autre réserve. « Il faudra que l'Europe accepte », le retour à l'équilibre ayant été négocié avec la Commission européenne. « Après, le déficit public belge (-2,6 % du PIB en 2015), par rapport à la moyenne européenne (-2,4 %), n'est pas non plus dramatique, concède Bernard Jurion. L'Europe à d'autres chats à fouetter avec d'autres pays. »

Un rapport du Conseil supérieur des finances envisageait en avril un report à 2019. « OK, mais c'est risqué de devoir prendre des mesures à l'aube des élections communales de 2018 », prévient le professeur.

« Le gouvernement à la limite »

Mais maintenir la trajectoire 2018 ne sera pas plus facile, selon le spécialiste. « Il faudra prendre des mesures conséquentes pour augmenter les recettes ou diminuer les dépenses. Or, le pouvoir fédéral est à la limite de ce qu'il peut faire, explique Bernard Jurion. Justice, police, sécu-

rité,... la marge de manœuvre est inexistante. Il reste la sécurité sociale. Mais là, ça va faire mal. »

Pour Giuseppe Pagano, professeur de finances publiques à l'université de Mons, « cela coûtera d'office au citoyen. Or, on a déjà pris des mesures très dures comme le saut d'index. Je ne sais pas jusqu'où la N-VA est prête à aller pour maintenir cet objectif d'équilibre ? Car les contribuables sont aussi flamands... »

Arriver à l'équilibre en 2018 est-il, dès lors, possible ? « Je ne crois pas qu'on ira jusqu'au bout, dit le professeur. D'ailleurs, très peu de pays en Europe en sont capables. »

Giuseppe Pagano appelle par contre à une vraie discussion avec l'Europe. « L'Europe est en train de se brûler les ailes. Ces objectifs d'équilibre sont devenus irréalistes d'un point de vue économique et politique. Je ne vois pas comment l'Espagne, l'Italie ou la France vont retourner à l'équilibre sans un cataclysme et sans éviter ce qui s'est passé en Angleterre. Le problème, c'est qu'il faudra faire plier l'Allemagne, en équilibre elle... » Pour Bernard Jurion, l'Europe doit maintenir ses contraintes mais les appliquer avec souplesse, sans toutefois laisser place aux dérives.

Bref, le débat risque d'être animé ces prochains jours. Sans oublier que, pour reporter l'équilibre, la décision doit être portée par l'ensemble de la coalition, a rappelé cette semaine Johan Van Overtveldt. Ce qui n'est pas gagné... ■